



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/C.10/AC.3/1994/4  
12 janvier 1994  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES  
Groupe intergouvernemental d'experts  
des normes internationales de  
comptabilité et de publication  
Douzième session  
Genève, 7-15 mars 1994  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*

INFORMATION CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT : ENQUÊTE  
INTERNATIONALE SUR LES PRATIQUES DES SOCIÉTÉS  
EN MATIÈRE DE PUBLICATION

Rapport du Secrétariat de la CNUCED

RESUME

Depuis plusieurs années, l'Organisation des Nations Unies s'intéresse, par l'intermédiaire de son Groupe intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication, aux questions de comptabilité et de publication d'informations en matière d'environnement par les sociétés transnationales. Cet intérêt s'est traduit par des recommandations formulées par le Groupe de travail en 1991 au sujet des normes de comptabilité et de publication d'informations relatives à l'environnement et par une enquête menée en 1992 sur la publication d'informations relatives à l'environnement dans les rapports et les comptes annuels de 222 sociétés transnationales. Depuis la publication de cette enquête, les préoccupations écologiques ont encore pris de l'ampleur, comme l'a montré la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 1992. Le présent rapport a pour objet de mettre à jour l'enquête précédente et, plus particulièrement, d'analyser dans quelle mesure les grandes sociétés transnationales publient ou non des informations concernant leur impact sur l'environnement. Pour une large part, les faits constatés ne permettent malheureusement pas de penser que la situation s'est améliorée, c'est-à-dire qu'on n'a noté aucune amélioration de la qualité de l'information présentée aux utilisateurs des états financiers et des rapports annuels.

\* E/C.10/AC.3/1994/1.

# TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION . . . . .	1 - 6	3
I. RESUME DES RESULTATS . . . . .	7 - 9	4
II. PRESENTATION DES POLITIQUES ET PUBLICATION D'INFORMATIONS FINANCIERES EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT .	10 - 33	6
A. Objectifs, normes et bilans écologiques . . . . .	14 - 19	8
B. Poursuites judiciaires et informations présentées dans les notes annexées aux comptes . . . . .	20 - 27	12
C. Dépenses financières . . . . .	28 - 33	15
III. DESCRIPTION DES ACTIVITES QUI ONT UN IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT . . . . .	34 - 49	18
A. Produits et services . . . . .	36 - 39	18
B. Recherche-développement . . . . .	40 - 42	21
C. Investissement . . . . .	43 - 45	22
D. Activités d'exploitation et de production . . . . .	46 - 47	23
E. Mesures palliatives . . . . .	48 - 49	23
IV. PUBLICATION D'AUTRES INFORMATIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT . . . . .	50 - 57	24
A. Développement durable . . . . .	52 - 53	24
B. Transfert de technologie . . . . .	54	27
C. Audit écologique . . . . .	55 - 56	27
D. Formation des salariés . . . . .	57	28
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS . . . . .	58 - 62	28
Annexe I. SOCIETES COUVERTES PAR L'ENQUETE . . . . .		30
Annexe II. TABLEAU RECAPITULATIF PAR PAYS D'ORIGINE DES SOCIETES QUI ONT PARTICIPE A L'ENQUETE . . . . .		34

## INTRODUCTION

1. Le présent rapport est la mise à jour d'une enquête <sup>1/</sup> menée précédemment au sujet de la publication d'informations relatives à l'environnement dans les comptes financiers et les rapports annuels publiés par les sociétés. Pour réaliser cette mise à jour, on a analysé un échantillon de 203 sociétés appartenant à différents secteurs. Les résultats obtenus sont présentés dans les chapitres II, III et IV ci-après.

2. L'échantillon choisi couvre plusieurs grands secteurs mondiaux : la chimie; la foresterie et les produits forestiers; l'équipement industriel et agricole; la métallurgie; les véhicules et pièces détachées automobiles; le raffinage du pétrole; et les produits pharmaceutiques, détergents et cosmétiques. Ces secteurs ont été choisis car on a estimé qu'ils avaient un impact important sur l'environnement et que les sociétés qui en font partie avaient donc davantage d'informations à publier dans ce domaine. Six secteurs sur sept étaient déjà couverts par la précédente enquête (celui de l'équipement industriel et agricole ne l'était pas), ce qui permet d'établir des comparaisons.

3. La population se composait de toutes les sociétés de ces secteurs énumérées dans la liste des 500 premières sociétés mondiales ("Global 500") publiée par le magazine Fortune en juillet 1993. L'échantillon résultant comprenait 277 sociétés, qui ont été invitées à communiquer leurs comptes et rapports annuels les plus récents en langue anglaise. Les 203 sociétés qui ont répondu sont énumérées à l'annexe I. Le taux de réponse, 73 % au total, varie considérablement selon les secteurs : de 37 % seulement pour les sociétés de raffinage du pétrole, il passe à 97 % pour les sociétés de produits pharmaceutiques, détergents et cosmétiques. Sur ce total, 92 % (187) des sociétés ont communiqué leurs comptes et rapports pour l'exercice se terminant à une date donnée de l'année 1992 et 8 % (16) pour l'exercice se terminant à une date donnée du premier trimestre de 1993. Les sociétés représentaient un grand nombre de pays, comme l'indique l'annexe II.

4. La méthode d'enquête était conçue pour appréhender les informations normalement présentées aux actionnaires et à toutes les autres catégories intéressées par le fonctionnement général de l'entreprise. Les sociétés ont donc été invitées à fournir la version anglaise de leur rapport et de leurs comptes annuels tels qu'ils sont normalement communiqués aux actionnaires. Plusieurs sociétés du Royaume-Uni ont fourni deux documents : les comptes annuels et un rapport d'activité distinct. En pareil cas, l'ensemble est généralement communiqué aux actionnaires et équivaut au rapport et aux comptes annuels, plus classiques. On a donc examiné les deux documents. Un certain nombre de sociétés des Etats-Unis ont au contraire fourni à la fois leur rapport annuel et leur rapport annuel présenté sur le formulaire 10-K requis par la Securities and Exchange Commission (Commission des opérations de bourse). On n'a examiné les deux documents que lorsqu'ils constituaient un ensemble intégré. Lorsqu'ils étaient fournis séparément, on n'a considéré que le rapport et les comptes annuels. De même, lorsqu'une société envoyait des états supplémentaires concernant par exemple les salariés, on ne les a pas pris en considération pour le rapport.

5. Dix pour cent (20) des sociétés, appartenant essentiellement aux secteurs de la chimie (5), de la foresterie, du pétrole et des produits pharmaceutiques (4 de chaque), ont déclaré qu'elles pouvaient fournir sur demande un rapport distinct relatif à l'environnement. Ces rapports ont été demandés, et l'on s'est aperçu qu'ils étaient très divers, allant des textes d'une page décrivant la politique de l'entreprise à des textes détaillés indiquant les émissions de chaque usine dans l'air, l'eau et la terre, et le total des émissions de l'entreprise par type de produit chimique, ou le taux de respect de la

/...

réglementation sur les émissions par usine. Toutefois, comme ces rapports n'étaient pas envoyés automatiquement à tous les actionnaires avec le rapport et les comptes annuels, on ne les a pas analysés plus avant ni inclus dans l'enquête.

6. On a mis au point un outil permettant d'appréhender le type et l'ampleur des informations relatives à l'environnement publiées tant dans les états financiers que dans le rapport annuel, que ce soit sous forme d'énoncé ou sous forme quantitative ou financière et qu'il s'agisse d'exemples particuliers ou de présentations complètes. Cet outil s'inspire essentiellement de celui employé pour l'enquête précédente 2/, lequel s'inspirait lui-même des recommandations formulées par le Groupe de travail concernant la comptabilité et la publication d'informations relatives à l'environnement 3/. Toutefois, au vu des résultats obtenus lors de cette enquête, on l'a légèrement modifié. Sous sa forme finale, l'enquête portait donc sur la publication d'informations dans les domaines suivants :

- a) Politiques et positions adoptées au sujet des impératifs écologiques;
- b) Principaux problèmes, programmes et politiques en matière d'environnement et positions concernant les impératifs écologiques;
- c) Objectifs et normes écologiques, et mesure des résultats;
- d) Poursuites judiciaires et informations présentées dans les notes annexées aux comptes;
- e) Dépenses financières;
- f) Produits et services;
- g) Recherche-développement;
- h) Investissements;
- i) Activités d'exploitation et de production;
- j) Mesures palliatives;
- k) Informations figurant dans les notes annexées aux états financiers (comptes);
- l) Autres informations relatives à l'environnement.

#### I. RESUME DES RESULTATS

7. Le tableau 1 indique le niveau global de publication pour chaque grande catégorie d'informations relatives à l'environnement, pour chacun des secteurs examinés et pour l'ensemble de l'échantillon. On voit clairement que la quasi-totalité des sociétés savaient qu'elles devaient communiquer des informations concernant leur impact sur l'environnement. Le nombre de sociétés qui ont fourni au moins quelques informations a d'ailleurs fortement augmenté au cours des deux dernières années. Même si l'échantillon n'est pas identique à celui de l'enquête précédente, on notera que ce nombre est passé de 86 % à 97 %, soit une augmentation de 11 %. Toutes les sociétés de l'échantillon appartenant aux secteurs de la chimie, du pétrole et des produits pharmaceutiques ont donné au moins quelques informations. Le secteur automobile est celui qui tend à fournir le moins d'informations, bien que 92 % des sociétés étudiées dans ce secteur aient donné au moins quelques informations, contre 76 % lors de l'enquête précédente.

/...

Tableau 1. Publication d'informations en matière d'environnement

Eléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Forêt-erie (17)		Équipement industriel (25)		Métallurgie (40)		Industrie automobile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharmaceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Politiques et positions concernant les impératifs écologiques	121	60	35	92	11	65	10	40	20	50	16	44	14	74	15	54
Grands problèmes et programmes écologiques	54	27	12	32	6	35	5	20	10	25	5	14	7	37	9	32
Objectifs, normes et mesure des résultats	92	45	21	55	10	59	7	28	20	50	10	28	12	63	12	43
Poursuites judiciaires	50	25	14	37	3	18	5	20	3	8	6	17	8	42	11	39
Dépenses financières	57	28	19	50	5	29	3	12	14	35	2	6	7	37	7	25
Produits et services	119	59	25	66	11	65	17	68	24	60	25	56	11	58	11	39
Recherche-développement	98	48	24	63	4	24	12	48	20	50	17	47	12	63	9	32
Investissements	63	31	14	37	8	47	3	12	15	38	3	8	14	74	6	21
Activités d'exploitation et de production	57	28	12	32	9	53	4	16	10	25	8	22	8	42	6	21
Mesures palliatives	29	14	4	11	3	18	4	16	6	15	4	11	7	37	1	4
Informations figurant dans les notes	54	27	13	34	2	12	5	20	7	18	7	19	11	58	9	32
Autres informations	57	28	18	47	10	59	3	12	7	18	7	19	6	32	6	21
Nombre de sociétés ayant publié des informations concernant l'environnement	196	97	38	100	16	94	24	96	38	95	33	92	19	100	28	100

\* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de sociétés qui ont participé à l'enquête.

/...

8. Lorsqu'on examine les 12 grandes catégories d'informations, on constate une très grande diversité. Il y a donc, en dépit d'un niveau global élevé d'information, des différences considérables d'une société à l'autre en ce qui concerne la quantité et le type d'informations fournies. Dans deux domaines seulement, la majorité des sociétés ont présenté au moins quelques informations : sur leur politique en matière d'environnement et leur position vis-à-vis des impératifs écologiques (60 %), et sur l'impact de leurs produits et services sur l'environnement (59 %). Comme on le verra plus en détail ci-après, ces informations étaient généralement très limitées et présentées sous forme d'énoncés, ne dépassant guère le stade des déclarations de bonne conduite ou des énoncés généraux à caractère publicitaire sur les produits. Un nombre beaucoup plus réduit de sociétés ont fourni des informations chiffrées ou financières. Ainsi, 28 % seulement ont donné des détails sur leurs dépenses financières et 27 % des informations dans les notes annexées aux comptes. Parmi les autres domaines où l'information est assez rare figurent les mesures palliatives (14 %), les poursuites judiciaires (25 %) et les activités d'exploitation et de production (28 %).

9. Les différences sont également très marquées selon les secteurs, surtout en ce qui concerne les investissements (74 % des sociétés pétrolières contre seulement 8 % des sociétés automobiles) et les déclarations de politique écologique (92 % des sociétés chimiques contre 40 % des sociétés d'équipement industriel et agricole). Par contre, la fourchette est beaucoup plus réduite en ce qui concerne les grands problèmes écologiques (de 14 % à 37 %) et les produits (de 39 % à 68 %). Dans trois secteurs, la majorité des sociétés n'ont communiqué qu'une catégorie d'informations : dans le secteur automobile, 56 % des sociétés n'ont communiqué que des informations sur les produits; dans le secteur de l'équipement industriel et agricole, 68 % n'ont communiqué que des informations sur les produits; et dans le secteur pharmaceutique, 54 % n'ont communiqué que des informations sur leur politique écologique. En revanche, la majorité des sociétés de la chimie et de la foresterie ont communiqué des informations sur 5 des 12 catégories, et la majorité des sociétés pétrolières sur 6 des 12 catégories.

## II. PRESENTATION DES POLITIQUES ET PUBLICATION D'INFORMATIONS FINANCIERES EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

10. En ce qui concerne la publication d'informations relatives à l'environnement, les sociétés étudiées pratiquent l'une ou l'autre de deux méthodes. La première consiste à regrouper l'essentiel ou la totalité de leurs informations dans une section clairement définie qui peut être soit une section distincte sur l'environnement, soit une partie clairement définie de l'examen des opérations. La seconde consiste à intégrer cette information dans le corps du rapport : par exemple, lorsque la société présente ses projets de recherche-développement (R.-D.), elle présente aussi des informations relatives à l'environnement qui se rapportent à ces projets.

11. Bien que cette distinction puisse paraître quelque peu arbitraire, les sociétés qui ont communiqué des informations relatives à l'environnement dans une section distincte se divisent en deux groupes : celles qui ont publié une quantité raisonnable d'informations, qu'elles analysaient ensuite par sujet; et celles qui n'ont donné qu'une description générale des grands problèmes les affectant ou des grands programmes qu'elles avaient mis en oeuvre. Ainsi qu'on le voit au tableau 2, ces dernières représentent 27 % de l'échantillon. La majorité d'entre elles ont communiqué des informations sur leurs grands programmes en insistant manifestement sur trois domaines : le recyclage; les émissions - notamment dans l'atmosphère ou les émissions en général; et les mesures générales de "protection de l'environnement". Comme on s'en doute, ces informations étaient généralement assez succinctes (un tiers de page en moyenne) et se présentaient sous forme d'énoncés contenant des exemples d'actions entreprises par l'ensemble de la société.

/...

**Tableau 2.** Grands programmes, politiques et positions en matière d'environnement

Eléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Forêt-erie (17)		Équipement industriel (25)		Métallurgie (40)		Industrie automobile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharmaceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
<b>Grands problèmes et programmes écologiques</b>	54	27	12	32	6	35	5	20	10	25	5	14	7	37	9	32
Dont :																
Grands problèmes affectant la société	13	6	3	8	2	12	1	4	1	3	3	8	1	5	2	7
Grands programmes mis en œuvre	43	21	9	24	5	29	4	16	9	23	2	6	7	37	7	25
<b>Politiques et positions concernant les impératifs écologiques</b>	121	60	35	92	11	65	10	40	20	50	16	44	14	74	15	54
Dont :																
Déclarations d'orientation	105	52	32	84	10	59	9	36	15	38	11	31	13	68	15	54
Positions concernant les exigences de la collectivité	15	7	2	5	4	24	1	4	3	8	3	8	2	11	-	-
Positions concernant la législation	23	11	7	18	5	29	1	4	4	10	4	11	1	5	1	4
Autres déclarations d'orientation	8	4	1	3	1	6	-	-	3	8	1	3	2	11	-	-

\* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de sociétés qui ont participé à l'enquête.

/...

12. Une petite majorité de sociétés (105, soit 52 %) ont publié une déclaration de politique écologique. Cette proportion varie fortement selon les secteurs : 84 % pour la chimie contre 31 % seulement pour l'automobile, ce qui correspond au risque d'impact nocif sur l'environnement des procédés et techniques de production, mais peut-être pas des produits finaux eux-mêmes. Malgré ces différences, les informations communiquées ne varient que légèrement, la plupart étant succinctes et présentées sous forme d'énoncés concernant l'ensemble de la société, relatifs aux mesures générales de protection de l'environnement, ou de déclarations destinées à rassurer le lecteur sur le fait que la société est "respectueuse de l'environnement". Lorsque des domaines particuliers sont mentionnés, il s'agit le plus souvent des produits (surtout dans la chimie), du recyclage (surtout dans l'automobile) et des questions de santé et de sécurité (surtout dans la chimie).

13. Plus intéressantes peut-être sont les déclarations faites par les sociétés au sujet des impératifs écologiques et des prescriptions législatives sur l'environnement. Bien que ces sociétés ne soient pas très nombreuses, la majorité de celles qui expriment une opinion sont manifestement préoccupées par les impératifs écologiques. Une inquiétude particulière s'est exprimée face aux effets potentiellement nuisibles d'une législation en constant développement, comme le montre l'exemple assez typique de BASF (Allemagne, chimie), pour qui "l'innovation ne doit pas être étouffée par des règlements..., lesquels doivent être suffisamment raisonnables pour ne pas mettre en danger la compétitivité", ou de Mead (Etats-Unis, foresterie), pour qui respecter les lois et règlements revient à "s'engager dans une course sans ligne d'arrivée".

#### A. Objectifs, normes et bilans écologiques

14. L'information la plus importante qu'une société puisse communiquer en matière écologique est celle qui concerne son impact réel sur l'environnement. Ses politiques et ses activités sont certes importantes, mais l'essentiel est la mesure dans laquelle elle parvient ou ne parvient pas à réduire les conséquences nocives de ses opérations sur l'environnement. Le tableau 3 porte sur la publication d'informations concernant les objectifs, les normes et la mesure des résultats. On voit que 45 % des sociétés de l'échantillon ont fourni au moins quelques informations dans ce domaine, cette proportion allant de 63 % pour le secteur pétrolier à seulement 28 % pour l'automobile et l'équipement industriel et agricole.

15. Des informations sur les objectifs ont été fournis par 28 % (56) des sociétés. Il convient de noter en particulier que ce type d'information est plus courant dans le secteur pétrolier (58 % des sociétés), suivi à distance par la chimie (34 %) puis par l'équipement industriel et agricole (28 %). Les informations sur les objectifs d'amélioration dans le domaine écologique se rangent en deux catégories : celles sur les objectifs définis par l'entreprise elle-même et celles sur les objectifs fixés par la législation ou par d'autres instances extérieures. Dans ce domaine, on trouve le plus souvent des déclarations très succinctes décrivant le respect de la législation par la société. Il s'agit d'énoncés qui s'appliquent à l'ensemble de la société pour l'exercice en cours, comme l'illustre le cas de Johnson and Johnson (Etats-Unis, industrie pharmaceutique) :

"La compagnie estime que ses opérations sont conformes, sous tous les aspects essentiels, aux lois et règlements écologiques en vigueur";

ou celui de Statoil (Norvège, pétrole) :

"A très peu d'exceptions près, les activités industrielles de Statoil ont été conformes aux prescriptions réglementaires applicables aux émissions polluantes résultant de ses opérations quotidiennes".

/...



**Tableau 3.** Objectifs, normes et mesure des résultats

Eléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Foresterie (17)		Equipement industriel (25)		Métallurgie (40)		Industrie automobile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharmaceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Objectifs, normes et mesure des résultats	92	45	21	55	10	59	7	28	20	50	10	28	12	63	12	43
<b>Objectifs :</b>																
Nombre total	56	28	13	34	4	24	7	28	8	20	6	17	11	58	7	25
<b>Dont :</b>																
Description des objectifs internes	13	6	5	13	-	-	1	4	3	8	-	-	3	16	1	4
Description des objectifs extérieurs	15	7	4	11	2	12	3	12	2	5	-	-	3	16	1	4
Réalisation des objectifs internes	14	7	5	13	-	-	-	-	3	8	1	3	3	16	2	7
Réalisation des objectifs extérieurs	27	13	5	13	2	12	5	20	2	5	6	17	4	21	3	11
<b>Dont :</b>																
Enoncé	41	59	5	26	3	75	6	67	8	80	5	71	8	62	6	86
Quantification	28	41	14	74	1	25	3	33	2	20	2	29	5	38	1	14
Exercices passés	6	9	5	26	-	-	-	-	-	-	-	-	1	8	-	-
Exercice en cours seulement	47	68	7	37	4	100	7	78	6	60	5	71	11	85	7	100
Exercices futurs	16	23	7	37	-	-	2	22	4	40	2	29	1	8	-	-
Ensemble de la société	37	54	11	58	3	75	1	11	5	50	3	43	9	69	5	71
Partie de la société seulement	32	46	8	42	1	25	8	89	5	50	4	57	4	31	2	29
Exemples	43	62	10	53	2	50	8	89	4	40	4	57	10	77	5	71
Présentation complète	26	38	9	47	2	50	1	11	6	60	3	43	3	23	2	29

(à suivre)

/...

Tableau 3. Objectifs, normes et mesure des résultats (suite)

Éléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Forêt-erie (17)		Équipement industriel (25)		Métallurgie (40)		Industrie automobile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharmaceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Description des impacts :																
Nombre total	63	31	17	45	9	53	2	8	15	38	7	19	7	37	6	21
Dont :																
Recyclage effectué	34	17	2	5	9	53	2	8	10	25	5	14	3	16	3	11
Niveaux d'émission	28	14	16	42	2	12	1	4	3	8	-	-	4	21	2	7
Énergie utilisée	12	6	2	5	1	6	-	-	4	10	1	3	3	16	1	4
Déchets ou sous-produits	11	5	7	18	-	-	-	-	3	8	1	3	-	-	-	-
Publication d'autres informations	4	2	1	3	-	-	-	-	2	5	1	3	-	-	-	-
Dont :																
Énoncé	27	30	7	25	3	25	1	33	9	41	3	38	3	30	1	17
Quantification	62	70	21	75	9	75	2	67	13	59	5	63	7	70	5	83
Exercices passés	21	24	12	43	3	25	-	-	3	14	-	-	3	30	-	-
Exercice en cours seulement	62	70	14	50	7	58	3	100	19	86	7	88	6	60	6	100
Exercices futurs	6	7	2	7	2	17	-	-	-	-	1	13	1	10	-	-
Ensemble de la société	37	42	10	36	5	42	-	-	12	55	6	75	3	30	1	17
Partie de la société seulement	52	58	18	64	7	58	3	100	10	45	2	25	7	70	5	83
Exemples	68	76	17	61	8	67	3	100	19	86	7	88	9	90	5	83
Présentation complète	21	24	11	39	4	33	-	-	3	14	1	13	1	10	1	17

\* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de sociétés qui ont participé à l'enquête.

/...

16. Il existe aussi, en liaison étroite avec les objectifs extérieurs, des modèles ou des pratiques exemplaires auxquels une société peut se référer pour déterminer des pratiques et des objectifs appropriés. Mais si cette approche est de plus en plus préconisée pour améliorer les performances de l'entreprise, on n'a rien constaté dans les rapports examinés qui permette de penser qu'elle est mise en pratique. En général, les objectifs internes sont plutôt de deux sortes. Tout d'abord, un certain nombre de sociétés ont énoncé des objectifs très généraux pour l'ensemble de la société ou de la division, portant notamment sur les émissions dans l'air et l'eau ou, plus souvent, sur les "émissions" tout court. Lorsque des objectifs plus précis sont indiqués, ils se rapportent généralement à des exemples particuliers plutôt qu'à l'ensemble des activités visées et ne concernent très souvent qu'une partie seulement de la société (habituellement une division de produits), comme l'illustre cette déclaration de la British Petroleum (Royaume-Uni, pétrole) :

"Nous avons fixé des objectifs tels que, par rapport à 1990, BP Chemicals aura réduit de moitié ses émissions d'hydrocarbures dans l'atmosphère et des deux tiers ses émissions dans l'eau d'ici 1997."

17. Parmi les sociétés de l'échantillon, 31 % sont allées plus loin en donnant quelques informations relatives à leur impact sur l'environnement. Là encore, la proportion varie beaucoup d'un secteur à l'autre: de 53 % pour la foresterie, elle passe à 8 % seulement pour l'équipement industriel et agricole. Les informations ainsi communiquées sont souvent en rapport étroit avec les activités du secteur. Par exemple, les sociétés d'exploitation forestière ont toutes donné au moins quelques informations sur leurs activités de recyclage, généralement des informations chiffrées indiquant le volume de papier recyclé utilisé par l'ensemble de la société ou, très souvent, par certaines divisions seulement, voire par certaines usines ou par produits.

18. Le recyclage est également le domaine où les industries métallurgiques ont donné le plus souvent des informations, qui portent essentiellement sur la quantité de métal recyclé. Toutefois, là encore, il s'agit généralement d'exemples portant sur certains métaux (habituellement l'acier ou l'aluminium) plutôt que d'une présentation d'ensemble de toutes les activités de recyclage. Le seul autre type d'information publié par plus de 20 % des sociétés de l'échantillon est le niveau des rejets (42 % des sociétés chimiques et 21 % des sociétés pétrolières). Les informations présentées par le secteur de la chimie sont particulièrement intéressantes, puisque de nombreuses entreprises des Etats-Unis mentionnent soit les émissions à déclarer à l'Environmental Protection Agency (EPA), soit leur Programme 33/50, comme l'illustre cette déclaration d'Ethyl (Etats-Unis, chimie) :

"Depuis 1987, Ethyl a réduit de 45 %, soit 3 600 tonnes, ses émissions à déclarer à l'EPA dans ses usines des Etats-Unis. Au cours de la même période, les émissions dans l'air ont été réduites de 44 %. Des résultats appréciables ont été obtenus concernant le projet de l'EPA sur les substances toxiques industrielles. ... A la fin de l'année, Ethyl était parvenu à une réduction de 48 %."

19. Plusieurs sociétés chimiques européennes ont eu recours à des graphiques pour présenter de façon simple de grandes quantités d'informations. Norsk Hydro (Norvège, chimie) a ainsi présenté un graphique des émissions dans l'air résultant de sa production d'aluminium en Norvège sur cinq ans; Huls (Allemagne, chimie) a présenté un graphique de ses émissions de gaz organiques et inorganiques sur huit ans; Hoechst (Allemagne, chimie) un graphique des émissions de dioxyde de soufre de ses usines allemandes sur 12 ans; et Ciba-Geigy (Suisse, chimie) des graphiques à secteurs sur ses émissions de fumées.

/...

B. Poursuites judiciaires et informations présentées  
dans les notes annexées aux comptes

20. La législation sur l'environnement devenant de plus en plus sévère dans de nombreux pays, on peut aussi mesurer l'impact d'une société sur l'environnement aux informations qu'elle publie sur les poursuites judiciaires. Même si la corrélation est loin d'être parfaite, il semble raisonnable de supposer qu'il existe un certain rapport entre les poursuites judiciaires et l'impact nocif sur l'environnement. Le tableau 4 renseigne sur les informations présentées en ce qui concerne les poursuites judiciaires ainsi que sur les informations figurant dans les notes annexées aux comptes.

21. On a examiné ces deux domaines ensemble car les informations sur les poursuites judiciaires sont généralement présentées dans les notes annexées aux comptes. Le tableau 4 montre que 13 % (27) des sociétés de l'échantillon ont indiqué dans ces notes le montant des dépenses, engagements ou provisions relatifs à l'environnement. Bien que ce pourcentage soit encore assez faible, il montre que la présentation d'informations se développe dans ce domaine puisque le chiffre révélé par l'enquête précédente n'était que de 9 %. En général, les informations en question n'étaient pas exhaustives, se rapportant uniquement aux poursuites judiciaires ou aux prescriptions de la loi, mais elles étaient parfois assez détaillées et instructives, comme l'illustre le cas de Monsanto (Etats-Unis, chimie) :

"Monsanto a dépensé 46 millions de dollars en 1992 pour le traitement curatif de lieux visés par le Superfund et d'autres décharges. L'essentiel de ces dépenses concernait le Groupe des produits chimiques, et l'on peut s'attendre à des montants similaires voire supérieurs au cours des années à venir. La méthode appliquée par Monsanto est d'imputer ces charges à la période comptable au cours de laquelle la responsabilité est établie et le coût peut être estimé. Au 31 décembre 1992, l'état financier consolidé de Monsanto faisait ressortir un montant de 242 millions de dollars en charges à payer pour le traitement curatif de décharges reconnues. En raison des incertitudes liées aux mesures palliatives, les dépenses futures nécessaires au traitement de ces décharges pourraient représenter environ 300 millions de dollars supplémentaires. On estime qu'elles s'étaleraient sur le reste de la décennie."

22. Dans un nombre légèrement inférieur de cas, on trouve des informations combinées sur le coût des mesures palliatives et sur d'autres coûts, comme l'illustre cette déclaration d'Air Products (Etats-Unis, chimie) :

"Les montants imputés sur les bénéfices après impôt pour la protection de l'environnement ont été respectivement de 28,5 millions, 25,5 millions et 19,3 millions de dollars pour 1992, 1991 et 1990. Il s'agit de dépenses nécessitées par l'application de la législation sur l'environnement ainsi que par les mesures palliatives, et de dépenses encourues pour répondre aux normes internes de la société."

La société a pour méthode d'inscrire comme charges à payer les dépenses d'enquête et les dépenses autres que les immobilisations concernant l'environnement lorsqu'un engagement a été contracté et que son montant peut être estimé de façon raisonnable. Le bilan de la société ... fait apparaître un montant de 26,4 millions de dollars en charges à payer pour des enquêtes et des mesures palliatives."

/...

Tableau 4. Poursuites judiciaires

Eléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Foresterie (17)		Equipe-ment industriel (25)		Métal-lurgie (40)		Industrie automo-bile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharma-ceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Poursuites judiciaires	50	25	14	37	3	18	5	20	3	8	6	17	8	42	11	39
Description des :																
Lieux couverts par le Superfund	36	18	10	26	3	18	5	20	2	5	5	14	3	16	8	29
Autres poursuites judiciaires	28	14	9	24	2	12	1	4	1	3	3	8	6	32	6	21
Information figurant dans les notes	54	27	13	34	2	12	5	20	7	18	7	19	11	58	9	32
Dont :																
Conventions comptables	20	10	8	21	1	6	-	-	2	5	1	3	6	32	2	7
Montants quantifiés	27	13	8	21	1	6	1	4	4	10	4	11	5	26	4	14
Chiffage des engagements jugé impossible	8	4	5	13	-	-	1	4	-	-	-	-	-	-	2	7
Engagements jugés négligeables	36	18	6	16	1	6	4	16	4	10	7	19	7	37	7	25

\* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de sociétés qui ont participé à l'enquête.

/...

23. Toutefois, les déclarations indiquant qu'il y avait des engagements mais qu'ils seraient sans doute négligeables ont été beaucoup plus courantes que celles quantifiant des charges ou engagements pour des mesures palliatives ou autres, ainsi que l'illustre le cas des Abbot Laboratories (Etats-Unis, industrie pharmaceutique) :

"Bien qu'il soit impossible de prévoir avec certitude l'issue des plaintes, procédures, enquêtes et mesures palliatives, la direction estime, avec l'assentiment de son avocat-conseil, que cette issue ne devrait pas avoir d'effet négatif important sur la situation financière de la société."

24. Un petit nombre de sociétés ont toutefois averti que ces engagements pourraient être importants, comme c'est le cas de Navistar (Etats-Unis, industrie automobile) :

"Des enquêtes sur la nature et l'ampleur des opérations de nettoyage au titre de la loi Superfund sont actuellement menées dans deux décharges qui appartenaient précédemment à la société. On ne connaît pas encore, et il est impossible d'estimer raisonnablement, l'ampleur, le calendrier et le coût futurs de ces opérations ainsi que la possibilité de contester ces demandes, pas plus qu'on ne connaît ni ne peut raisonnablement estimer les éventuelles demandes de règlement à des tiers et aux compagnies d'assurance; il se peut cependant que l'on fasse valoir des demandes importantes vis-à-vis de la société."

25. Parmi les sociétés de l'échantillon, 10 % (20), principalement dans les secteurs de la chimie et du pétrole, ont donné des informations sur leurs conventions comptables. La progression est remarquable par rapport au taux de l'enquête précédente, qui n'était que de 4 %. Ces informations portaient sur plusieurs sujets, mais la majorité des sociétés n'ont pas indiqué comment elles traitaient les charges ou les dépenses. Elles ont plutôt mentionné les provisions ou engagements et, bien souvent, les informations présentées ne portaient que sur les mesures palliatives, comme l'illustrent les cas d'Air Products et de Monsanto évoqués ci-dessus.

26. Ces exemples montrent clairement qu'une grande partie des informations contenues dans les notes annexées aux comptes portent non pas sur des dépenses générales ni même sur l'ensemble des mesures palliatives mais sur les dépenses occasionnées par les poursuites judiciaires ou l'observation de la loi. Les informations sur les poursuites judiciaires et la législation figuraient presque inévitablement soit dans les notes soit dans les commentaires de la direction, et souvent dans les deux, les commentaires de la direction ayant tendance à contenir un peu plus d'informations. Dans les cas où l'on a examiné la présentation d'informations dans ces deux endroits, et même en un autre endroit quelconque du rapport annuel, on a constaté que 25 % (50) seulement des sociétés ont présenté des informations et que la proportion était là encore la plus élevée dans les secteurs du pétrole (42 %), des produits pharmaceutiques (39 %) et de la chimie (37 %). Toutefois, ces pourcentages sont sans doute dus beaucoup plus au fait que les secteurs en question sont ceux qui présentent les plus grands risques de pollution qu'au fait que ces sociétés ont davantage tendance à présenter des informations.

27. Ce qui apparaît plus encore que ces caractéristiques par secteur, c'est l'importance du pays où est domiciliée la société. Il est particulièrement frappant que, sur les 50 sociétés qui ont présenté des informations, 76 % (36) soient établies aux Etats-Unis, alors qu'une seule est établie au Japon. Le niveau relativement élevé de publication aux Etats-Unis est dû à la loi intitulée Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act, couramment dénommée Superfund Act. Il semble que cette loi ait des répercussions croissantes sur la publication d'informations par les sociétés,

/...

puisque la proportion de l'échantillon qui a mentionné expressément des lieux couverts par le Superfund est passée de 9 % seulement lors de l'enquête précédente à 18 %. Mais, si le nombre de sociétés américaines qui ont présenté des informations est proportionnellement assez élevé, ces informations sont généralement succinctes (moins d'un cinquième de page en moyenne) et descriptives, comme on l'a indiqué plus haut.

### C. Dépenses financières

28. L'un des indicateurs de l'engagement d'une société dans le domaine de l'environnement est l'argent qu'elle dépense à des fins écologiques. Mais si cet indicateur donne une mesure qu'on pourrait considérer comme objective, il n'est nullement dépourvu d'ambiguïté. Il s'agit en effet d'une mesure à l'entrée ou d'un indicateur de l'effort consenti et non pas, comme il le faudrait, d'une mesure à la sortie ou d'un indicateur de l'impact sur l'environnement. Dans certains cas, il peut même y avoir un rapport inverse entre les dépenses et le souci pour l'environnement, puisque les sociétés qui polluent le plus sont celles qui doivent dépenser le plus pour réduire ou pallier les effets nocifs de leurs activités. C'est peut-être l'une des raisons importantes pour lesquelles on constate que le niveau global d'information sur les dépenses relatives à l'environnement n'a pas augmenté depuis l'enquête précédente. En effet, même si les domaines d'information ne sont pas strictement comparables (dépenses financières dans cette enquête et informations chiffrées dans la précédente), les faits tendraient plutôt à montrer que la proportion de sociétés qui publient des informations financières a diminué au cours des deux dernières années.

29. Différentes sortes d'informations peuvent être présentées au sujet de différents types de dépenses couvrant des périodes différentes et des parties différentes de la société. Le tableau 5 fait apparaître une diversité considérable entre les sociétés. La publication d'informations sur les dépenses financières est assez rare, puisque 28 % (57) seulement des sociétés s'en sont acquittées. En outre, comme on l'a constaté dans la quasi-totalité des autres domaines, les différences sont assez grandes d'un secteur à l'autre. Comme pour plusieurs autres types d'informations, le secteur où l'information est la plus répandue est la chimie, puisque la moitié exactement des sociétés ont présenté au moins quelques informations, et les secteurs où elle est la moins répandue sont l'automobile (6 %) et l'équipement industriel et agricole (12 %). Lorsque les types de dépenses sont examinés, on constate que les informations les plus couramment présentées dans tous les secteurs portent sur les investissements, suivis dans la plupart des cas par les charges d'exploitation. Ce sont d'ailleurs les deux seuls types de dépenses présentées par les sociétés du secteur forestier. Les informations sur les charges d'exploitations tendent à être présentées avec celles sur les investissements. Ainsi, sur les 20 sociétés qui ont publié des informations sur leurs charges d'exploitation, 16 ont également publié des informations sur leurs investissements. C'est surtout dans les rapports des sociétés allemandes (8 sur 16) qu'on a trouvé ces deux types de dépenses ensemble, la majorité des autres sociétés qui présentaient les deux types étant soit américaines soit suisses.

/...

Tableau 5. Dépenses financières

Eléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Forêt-erie (17)		Équipement industriel (25)		Métallurgie (40)		Industrie automobile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharmaceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Dépenses financières	57	28	19	50	5	29	3	12	14	35	2	6	7	37	7	25
Dont :																
Dépenses totales	14	7	6	16	-	-	-	-	4	10	-	-	3	16	1	4
Investissements	40	20	13	34	5	29	2	8	11	28	1	3	3	16	5	18
Charges d'exploitation	20	10	8	21	3	18	-	-	5	13	-	-	1	5	3	11
Recherche-développement	3	1	1	3	-	-	1	4	-	-	1	3	-	-	-	-
Mesures palliatives	13	6	6	16	-	-	1	4	1	3	1	3	3	16	1	4
Exercices passés	26	29	11	32	3	38	-	-	7	33	-	-	5	50	-	-
Exercice en cours seulement	54	60	17	50	3	38	4	100	14	67	3	100	4	40	9	90
Exercices futurs	10	11	6	18	2	24	-	-	-	-	-	-	1	10	1	10
Ensemble de la société	75	83	30	88	7	87	1	25	19	90	2	67	9	90	7	70
Partie de la société seulement	15	17	4	12	1	13	3	75	2	10	1	33	1	10	3	30
Exemples	22	24	5	15	2	25	3	75	6	29	2	67	1	10	3	30
Présentation complète	68	76	29	85	6	75	1	25	15	71	1	33	9	90	7	70

\* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de sociétés qui ont participé à l'enquête.

/...



30. L'information sur les sommes consacrées aux mesures palliatives est, on l'a vu, presque exclusivement l'apanage des sociétés américaines, en raison principalement de la loi Superfund. De ce fait, elle présente le caractère assez inhabituel d'être généralement présentée dans la partie vérifiée du rapport et des comptes annuels. En revanche, l'information sur les dépenses d'investissement, d'exploitation ou de R.-D. figure le plus souvent dans l'examen général des opérations ou dans une section distincte portant un titre tel que "Rapport sur l'environnement". Le fait de présenter l'information dans l'examen annuel ou les parties non vérifiées de l'état peut offrir des avantages non négligeables pour une société, lui donnant notamment une plus grande souplesse quant à ce qu'elle divulgue et la façon dont elle le divulgue. Il apparaît d'ailleurs que de nombreuses sociétés ont tiré parti de cette souplesse en présentant leurs informations dans l'examen général des opérations. Il est tout-à-fait remarquable que, dans 11 % des cas, les informations présentées dans ce domaine portent sur les dépenses prévues plutôt que sur les dépenses en cours ou passées. Il s'agit en règle générale des dépenses prévues au cours des deux ou trois prochaines années, encore que dans certains cas la période soit floue, comme l'illustre l'exemple d'Upjohn (Etats-Unis, industrie pharmaceutique) :

"Les dépenses nécessitées par l'application de la réglementation sur l'environnement, y compris les investissements relatifs à la production future, ont augmenté d'année en année. La société a décidé de dépenser environ 40 à 50 millions de dollars supplémentaires au cours des prochaines années pour lutter contre les émissions dans l'air à l'usine de production de Kalamazoo. Il faut s'attendre prochainement à des dépenses supplémentaires sur ce lieu pour le traitement curatif des eaux souterraines et l'amélioration du contrôle des rejets dans les eaux de surface."

31. En revanche, dans 29 % des cas, l'information porte sur les périodes passées ou sur l'exercice en cours. Ces périodes sont variables. La plus courante est les cinq dernières années, mais aucune tendance claire n'apparaît, de nombreuses sociétés se référant à d'autres périodes telles que "depuis 1970" ou "au cours des 20 dernières années". La forme varie elle aussi considérablement. Le plus souvent, il s'agit de déclarations contenant un chiffre de dépenses pour la période considérée, comme dans le cas d'Upjohn ci-dessus. Mais d'autres sociétés emploient des graphiques ou d'autres types de schémas. Ainsi, Rohm and Haas (Etats-Unis, chimie) s'est servi d'un graphique pour illustrer sur les cinq dernières années les dépenses consacrées au traitement curatif des décharges, les investissements dans le nouveau matériel de protection de l'environnement et le coût d'exploitation et d'entretien des installations écologiques. Pruessag (Allemagne, métallurgie) a employé un graphique à secteurs pour illustrer ses postes de dépenses (lutte contre la pollution atmosphérique, protection de l'eau, prévention du bruit, gestion des déchets et résidus, etc.).

32. En outre, dans la majorité des cas, l'information porte sur les dépenses à effectuer par l'ensemble de la société, sauf pour 17 % des sociétés qui ont exposé les dépenses réalisées ou prévues par une partie seulement de la société - quasiment toujours une division de produits. En outre, dans 24 % des cas, la société ne donne que des exemples de dépenses réalisées ou prévues par l'ensemble ou par les parties concernées de la société, sans chercher à donner une présentation complète, comme l'illustre également l'exemple d'Upjohn mentionné ci-dessus.

33. Dans le cas où les dépenses sont présentées pour l'ensemble de la société, elles sont souvent très difficiles à interpréter, car la majorité des sociétés ne donnent qu'un chiffre pour les "dépenses en matière d'environnement", sans indiquer de façon même approximative les domaines visés. Et lorsque l'objet de

/...

la dépense est indiqué, c'est le plus souvent en termes très généraux, comme le fait Fried Krupp (Allemagne, métallurgie), qui décrit ainsi ses investissements : "... immobilisations corporelles principalement destinées à la production, à l'assurance de qualité et à la lutte contre la pollution". Lorsque des préoccupations ou des domaines particuliers sont mentionnés, il s'agit le plus souvent du contrôle des émissions dans l'air et dans l'eau, deux domaines dont s'inquiètent en particulier les sociétés métallurgiques et pharmaceutiques. Les autres autres domaines tels que la santé et la sécurité, le recyclage, la réduction du bruit, les déchets solides ou les déchets dangereux ne sont mentionnés chacun que par quelques sociétés.

### III. DESCRIPTION DES ACTIVITES QUI ONT UN IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

34. Beaucoup plus répandue que les mesures financières ou chiffrées de l'impact sur l'environnement est la description des activités de protection de l'environnement ou celle de l'impact sur l'environnement. Diverses sortes d'activités sont décrites, les plus courantes étant les investissements, les activités d'exploitation ou de production, la R.-D., les mesures palliatives et l'information sur les produits et services. De nombreuses sociétés, tenant sans doute compte du fait que l'actionnaire est très souvent aussi consommateur de leurs produits, semblent avoir profité de la possibilité d'utiliser leur rapport annuel comme outil de marketing ou support publicitaire. De ce fait, sur les cinq domaines ci-dessus, celui où l'information est la plus courante est les produits et services, suivis dans l'ordre par la R.-D., les projets d'investissement, les activités d'exploitation et de production et les mesures palliatives.

35. Le tableau 6 indique le nombre de sociétés qui ont publié des informations dans chacun de ces domaines. On voit que 59 % (119) ont présenté des informations sur leurs produits et que ce taux est remarquablement cohérent d'un secteur à l'autre puisqu'il oscille entre 56 % pour l'automobile et 68 % pour l'équipement industriel et agricole (seul domaine pour lequel ce secteur a le taux le plus élevé), à l'exception toutefois du secteur pharmaceutique qui ne dépasse pas 39 %. On notera dans ce contexte qu'il n'est pas fait mention du génie écologique ni des services environnementaux et que l'information concerne l'impact sur l'environnement de produits et services qui ne sont pas spécialement conçus pour répondre à un besoin écologique.

#### A. Produits et services

36. Dans la majorité des cas, l'information présentée dans ce domaine concerne l'impact des produits existants, encore que dans un tiers des cas environ la société décrive plutôt des produits nouveaux ou des améliorations apportées aux produits existants, ainsi que l'effet de ces modifications.

37. Bien que les domaines traités varient considérablement (voir plus loin), l'information est, dans la majorité des cas (88 %), présentée dans l'examen des opérations et elle ne porte le plus souvent que sur les produits fabriqués par une ou plusieurs divisions, au lieu de couvrir l'ensemble de la société. Cela est peut-être inévitable du fait que de nombreuses sociétés fabriquent des produits très divers. On remarque d'ailleurs que les secteurs qui donnent le plus volontiers un aperçu d'ensemble sont ceux où les produits sont moins diversifiés, à savoir la foresterie, la métallurgie et l'automobile.

/...

Tableau 6. Description des activités

Eléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Forêt-erie (17)		Équipement industriel (25)		Métallurgie (40)		Industrie automobile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharmaceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
<b>Produits et services</b>	119	59	25	66	11	65	17	68	24	60	20	56	11	58	11	39
<b>Nombre total de sociétés</b>																
<b>Nombre ayant décrit :</b>																
Les impacts sur l'environnement	84	41	18	47	10	59	9	36	18	45	13	36	8	42	8	29
L'effet des modifications	50	25	11	29	4	24	10	40	7	18	10	28	5	26	3	11
<b>Dont :</b>																
Ensemble de la société	35	26	3	10	7	50	3	16	11	44	9	39	1	8	1	9
Partie de la société seulement	99	74	26	90	7	50	16	84	14	56	14	61	12	92	10	91
Recherche-développement	98	48	24	63	4	24	12	48	20	50	17	47	12	63	9	32
<b>Dont :</b>																
Ensemble de la société	45	46	14	58	2	50	4	33	9	45	7	41	4	33	5	56
Partie de la société seulement	53	54	10	42	2	50	8	67	11	55	10	59	8	67	4	44
Investissements	63	31	14	37	8	47	3	12	15	38	3	8	14	74	6	21
<b>Dont :</b>																
Ensemble de la société	22	35	6	43	3	38	1	33	4	27	2	67	3	21	3	50
Partie de la société seulement	41	65	8	57	5	62	2	67	11	73	1	33	11	79	3	50

(à suivre)

/...

**Tableau 6.** Description des activités (suite)

Eléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Forêt-erie (17)		Équipement industriel (25)		Métallurgie (40)		Industrie automobile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharmaceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Activités d'exploitation et de production	57	28	12	32	9	53	4	16	10	25	8	22	8	42	6	21
Dont :																
Ensemble de la société	13	23	3	25	2	22	-	-	1	10	3	38	2	25	2	33
Partie de la société seulement	44	77	9	75	7	78	4	100	9	90	5	63	6	75	4	67
Mesures palliatives	29	14	4	11	3	18	4	16	6	15	4	11	7	37	1	4
Dont :																
Ensemble de la société	21	72	2	50	2	67	3	75	4	67	3	75	6	86	1	100
Partie de la société seulement	8	28	2	50	1	33	1	25	2	33	1	25	1	14	-	-

\* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de sociétés qui ont participé à l'enquête.

/...

38. Comme on peut également s'y attendre, l'information se présente quasiment toujours sous forme descriptive ou qualitative et généralement valorisante pour la société. C'est seulement dans le secteur automobile qu'on trouve des informations quantitatives, portant en l'occurrence sur le niveau des rejets par les automobiles ou les cyclomoteurs fabriqués. En outre, ces informations ne concernent qu'un nombre limité de produits fabriqués par les divisions concernées, et l'on peut donc les considérer comme des exemples, encore qu'il s'agisse probablement des meilleurs.

39. Même si un certain nombre de sociétés, notamment dans les secteurs de la foresterie et de l'équipement industriel et agricole, ont présenté des informations très complètes, l'espace consacré en moyenne à l'information sur les produits est très réduit, à savoir un cinquième de page, voire bien souvent une ou deux phrases seulement. Cette information couvre une gamme très étendue de produits, encore que quelques thèmes reviennent fréquemment. La mention la plus fréquente concerne divers aspects des véhicules et des moteurs, en ce qui concerne tant le niveau des rejets de la part des fabricants d'automobiles et de matériel industriel et agricole que la légèreté des métaux employés de la part des entreprises métallurgiques. Vient ensuite la question du caractère recyclable des produits, qui préoccupe manifestement beaucoup le secteur forestier (emploi de papier recyclé), la métallurgie (aluminium et acier) et l'industrie automobile (utilisation croissante d'éléments recyclables). Parmi les autres préoccupations courantes figurent les chlorofluorocarbones (CFC), les sociétés chimiques évoquant la mise au point de substituts et les fabricants d'automobiles et d'équipement industriel et agricole décrivant l'emploi de produits de remplacement. Plusieurs sociétés de différents secteurs mentionnent également la consommation d'énergie ou signalent une diminution de leur consommation d'emballages.

#### B. Recherche-développement

40. Le deuxième domaine d'activité le plus décrit est la R.-D., mentionnée par 48 % (98) des sociétés. Comme on l'a constaté pour divers autres domaines, les secteurs où cette information est la plus courante sont le pétrole et la chimie (63 % des sociétés) et celui où elle est la moins courante est la foresterie (24 %). Ces chiffres montrent que la présentation d'informations sur la R.-D. relative à l'environnement est devenue plus populaire depuis l'enquête précédente, où le pourcentage correspondant n'était que de 39 %. Toutefois, rien ou à peu près ne permet de penser que la qualité de l'information s'est améliorée. Dans la moitié des cas environ, cette information ne concerne qu'une ou quelques divisions, et dans l'autre moitié l'ensemble de la société. Et dans la quasi-totalité des cas, elle consiste seulement à donner des exemples d'activités et non une description complète ou exhaustive. De plus, les sociétés qui ont publié des informations ont, presque sans exception, mentionné uniquement des activités touchant l'exercice en cours, sans donner d'informations sur les activités prévues. Les déclarations étaient en outre qualitatives ou descriptives et généralement très courtes - un cinquième de page en moyenne, souvent beaucoup moins.

41. Deux exemples illustrent assez bien le type de présentation faite dans ce domaine : celui de Ciba-Geigy (Suisse, chimie) :

"En ce qui concerne la solution des problèmes d'environnement, nous continuerons à mettre au point dans la société même des technologies appropriées. Les essais pilotes réalisés au moyen d'un bioréacteur de traitement des eaux usées par notre groupe de génie écologique ont montré qu'on pouvait biodégrader des substances chimiques jusque-là impossible à dégrader. L'efficacité de cette méthode ... sera démontrée grâce à deux applications à grande échelle..."

/...

et celui de BP (Royaume-Uni, pétrole) :

"BP Oil a créé une nouvelle unité afin de mieux adapter les ressources techniques et de recherche aux besoins de l'entreprise. Le programme de recherche consiste pour une large part à étudier la composition du carburant et les changements de conception des moteurs afin de parvenir à une réduction rentable des émissions de gaz d'échappement. Nous participons à plusieurs programmes de recherche de l'industrie pétrolière et de l'industrie automobile concernant les problèmes écologiques fondamentaux."

42. Dans la majorité des cas, la société signale des modifications apportées aux produits. L'information relative aux émissions des moteurs et aux émissions associées est particulièrement fréquente. Dans plusieurs cas, on évoque la suppression progressive des CFC ainsi que le recyclage et la consommation d'énergie. Bien moins fréquente est l'information sur les techniques de production. Quand elle est donnée, elle porte plutôt sur les émissions causées par la production ou simplement sur le désir de réduire l'impact des méthodes de production sur l'environnement.

#### C. Investissement

43. L'information sur les activités ou les dépenses d'investissement est beaucoup moins répandue que celle sur la R.-D. : 31 % (63) seulement des sociétés de l'échantillon ont communiqué la première, contre 48 % pour la seconde. De plus, il ne semble pas que dans ce domaine la proportion ait augmenté. On constate également de grandes différences selon le secteur. Ainsi, l'information est beaucoup plus courante dans le secteur pétrolier (74 % des sociétés) que dans le secteur forestier (47 % seulement), le taux le plus faible étant celui de l'automobile (8 %).

44. Comme dans le cas de la R.-D., peu de sociétés s'efforcent de fournir des informations exhaustives. Dans les deux tiers des cas environ, l'information ne porte que sur les activités d'une ou de quelques divisions. Elle figure d'ailleurs le plus souvent dans l'examen des opérations. En outre, l'information sur les dépenses prévues est très rare puisque, dans 94 % des cas, on ne parle que des activités de l'exercice en cours. Une même proportion de sociétés n'ont donné que des exemples, sans chercher à décrire la totalité des activités d'investissement ayant trait à l'environnement pour l'ensemble ou la partie concernée de la société. La plupart du temps, l'information est très succincte - un huitième de page en moyenne -, comme l'illustre le cas d'Outokumpu (Finlande, foresterie) :

"En ce qui concerne la production de ferrochrome, les investissements ont été concentrés sur l'entretien du matériel et l'amélioration de l'efficacité. Les travaux menés actuellement pour mettre au point des procédés et du matériel visent par exemple à réduire la consommation d'énergie, à améliorer le rendement du chrome et à protéger l'environnement."

45. A quelques exceptions près, l'information sur les postes de dépenses est très limitée. Les dépenses les plus couramment citées sont les investissements destinés à réduire les émissions, principalement dans l'air puis dans l'eau, puis les déchets solides et les émissions en général. Souvent, la société ne mentionne que les investissements réalisés pour appliquer la réglementation sur l'environnement, renforcer la lutte contre la pollution ou améliorer la protection de l'environnement.

/...

#### D. Activités d'exploitation et de production

46. Alors que la démarcation entre l'information sur la R.-D. et celle sur les activités d'exploitation et de production est parfois floue, cette dernière ne porte que sur les changements mis en oeuvre. Ainsi, 28 % (57) des sociétés ont présenté des informations spécifiques sur leurs méthodes d'exploitation ou leurs techniques de production, décrivant soit l'impact sur l'environnement soit, plus fréquemment, les changements apportés aux méthodes et indiquant les conséquences de ces changements, comme l'illustre le cas de Kymmene (Finlande, foresterie) :

"Dans l'industrie de la pâte de bois, les trois usines de pâte à papier ont abandonné l'emploi de chlore sous forme atomique, sauf pour une chaîne de fabrication, pour le remplacer par du dioxyde de chlore, ce qui a sensiblement réduit les émissions de composés organochlorés (AOX)."

47. Là encore, comme pour les autres activités, l'information se limite presque sans exception aux activités de l'exercice en cours, sans indication des changements prévus. Et elle se présente généralement sous forme d'énoncés très succincts. Le plus souvent, elle figure dans l'examen des activités, d'où le fait que, dans les trois quarts des cas environ, elle ne porte que sur les activités d'une ou de quelques divisions. Dans la quasi-totalité des cas, la société ne donne que des exemples de changements, sans fournir d'aperçu général. Comme dans bon nombre d'autres domaines, les sujets les plus fréquemment traités sont le recyclage et l'utilisation croissante de matières premières recyclées (surtout dans les secteurs de la foresterie et de la métallurgie), les émissions, notamment dans l'air (assez fréquemment traitées dans les secteurs de la chimie et des produits pharmaceutiques), et les changements qui ont permis de réduire la consommation d'énergie (surtout traités dans les secteurs de la métallurgie et de la chimie).

#### E. Mesures palliatives

48. Les mesures palliatives sont le moins traité des cinq domaines considérés puisque 14 % seulement des sociétés étudiées ont publié des informations à ce sujet. Comme pour les dépenses financières, l'information sur les mesures palliatives tend à se différencier des autres types d'informations relatives à l'environnement. La majorité des sociétés qui la pratiquent sont des sociétés nord-américaines. Plutôt que de la faire figurer dans l'examen des activités, elles ont tendance à l'inclure dans les notes annexées aux comptes ou dans les commentaires de la direction, apparemment parce qu'elles la relient très clairement aux informations connexes requises par la loi Superfund. Elles mentionnent alors uniquement les activités menées au titre de la loi Superfund ou la totalité de leurs activités, y compris celles menées au titre de cette loi, ainsi que l'illustre le cas de l'Eaton Corporation (Etats-Unis, industrie automobile) :

"La société s'occupe actuellement d'un certain nombre de décharges pour lesquelles elle a été désignée comme partie potentiellement responsable au titre de la loi fédérale Superfund. ... Elle met également en oeuvre des mesures palliatives et procède à des dépenses volontaires de dépollution dans un certain nombre d'autres lieux qui ne font pas l'objet d'une action au titre de la loi Superfund, dont certaines usines qui lui appartiennent ou lui appartenaient."

49. Les types d'informations publiées par les sociétés autres que nord-américaines varient beaucoup plus. Ces sociétés tendent à présenter leurs mesures palliatives dans l'examen des activités, se contentant le plus souvent de donner des exemples d'actions menées par telle ou telle division. De ce fait, la quantité de détails fournis et les domaines traités varient

/...

considérablement, encore qu'on note une tendance plus grande à détailler les mesures citées à titre d'exemple, comme l'illustre le cas de BHP (Australie, métallurgie) :

"Les programmes écologiques mis en place dans l'ensemble de la société consistent notamment ... à remettre en état et à embellir certains lieux. Sur la côte est de l'Australie par exemple, la restauration par BHP d'une dune boisée de 120 mètres de haut à Bridge Hill Ridge, lieu d'extraction de sable minéral, lui a valu en 1991 le prix d'excellence pour la protection de l'environnement, décerné par l'Industrie minière de Nouvelles-Galles du Sud. La crête constitue désormais une prolongation du Parc national des lacs Myall."

#### IV. PUBLICATION D'AUTRES INFORMATIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT

50. D'autres informations très diverses ont été publiées par un certain nombre de sociétés. Elles traduisent généralement les préoccupations de tel ou tel secteur ou pays et, dans l'ensemble, aucun domaine n'a été traité par plus d'un nombre assez réduit de sociétés. Voici quelques exemples de ces domaines : description de prix d'écologie reçus ou décernés; communication à des collectivités, écoles ou groupes d'intérêt locaux; soutien d'associations écologiques par des dons financiers ou par la participation de salariés; et appui à divers projets de conservation liés à des préoccupations spécifiques de la société, comme dans le cas dans l'industrie forestière, ou à divers projets de conservation à l'étranger tels que la lutte contre la désertification en Afrique, qui tiennent plus de l'action caritative. La quantité d'informations ainsi publiée varie considérablement, allant d'une ou deux phrases très courtes à - parfois - un pavé de plusieurs pages avec des descriptions et des photos.

51. Les informations les plus intéressantes sont peut-être celles qui entrent dans quatre catégories : le développement durable; le transfert de technologie; l'audit écologique; et la formation des salariés. On trouvera des indications à ce sujet au tableau 7.

##### A. Développement durable

52. En ce qui concerne tout d'abord le développement durable, on constate que 7 % (14) seulement des sociétés ont publié des informations à ce sujet. On peut trouver ce chiffre surprenant compte tenu de l'importance vitale que la plupart des écologistes attachent à cette notion. Comme on peut s'y attendre, le secteur qui dépend manifestement le plus d'une source renouvelable de matières premières, c'est-à-dire l'industrie forestière, est celui qui tend le plus à publier des informations. En effet, 29 % (5) des sociétés de ce secteur ont confirmé que leurs techniques de gestion forestière étaient conçues pour assurer un développement durable ou décrit les actions qu'elles avaient menées pour observer ce principe. Mais ce type d'information apparaît également dans un petit nombre de rapports d'autres sociétés, comme l'illustre l'une des déclarations de politique les plus succinctes mais qui n'en est pas moins instructive, celle faite par DSM (Pays-Bas, chimie) :

"Le principe à la base de la stratégie du groupe est que les activités doivent respecter l'objectif fondamental de la société, à savoir assurer la continuité. Cela veut dire qu'elles doivent être non seulement rentables mais aussi durables. D'où les efforts faits par DSM pour mettre au point des produits et des procédés nouveaux ayant un impact minimal sur l'environnement et l'engagement de la société dans le domaine du recyclage."

/...



Tableau 7. Autres informations

Eléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Forêt-erie (17)		Équipement industriel (25)		Métaux (40)		Industrie automobile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharmaceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Nombre total	57	28	18	47	10	59	3	12	7	18	7	19	6	32	6	21
<b>Développement durable</b>																
Nombre total	14	7	3	8	5	29	1	4	3	8	-	-	-	-	2	7
Dont :																
Politique décrite	12	6	3	8	4	24	1	4	3	8	-	-	-	-	1	4
Activités décrites	4	2	1	3	2	12	-	-	-	-	-	-	-	-	1	4
Dont :																
Ensemble de la société	12	75	3	75	3	50	1	100	3	100	-	-	-	-	2	100
Partie de la société seulement	4	25	1	25	3	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transfert de technologie</b>																
Nombre total	13	6	4	11	1	6	1	4	1	3	3	8	2	11	1	4
Dont :																
Ensemble de la société	4	31	-	-	-	-	-	-	1	100	2	67	-	-	1	100
Partie de la société seulement	9	69	4	100	1	100	1	100	-	-	1	33	2	100	-	-

(à suivre)

/...

Tableau 7. Autres informations (suite)

Éléments publiés	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Forêt-erie (17)		Équipement industriel (25)		Métaux (40)		Moteurs (36)		Pétrole (19)		Industrie pharmaceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
<b>Audit écologique</b>																
Nombre total	24	12	9	24	5	29	2	8	2	5	2	6	3	16	1	4
Dont :																
Ensemble de la société	18	75	7	78	4	80	1	50	1	50	1	50	3	100	1	100
Partie de la société seulement	6	25	2	22	1	20	1	50	1	50	1	50	-	-	-	-
<b>Activités de formation</b>																
Nombre total	21	10	6	16	3	18	-	-	3	8	2	6	3	16	4	14
Dont :																
Ensemble de la société	17	81	5	83	2	67	-	-	3	100	2	100	2	67	3	75
Partie de la société seulement	4	19	1	17	1	33	-	-	-	-	-	-	1	33	1	25

\* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de sociétés qui ont participé à l'enquête.

53. La majorité des sociétés non forestières qui ont publié des informations dans ce domaine évoquent leur soutien à la Charte des entreprises pour le développement durable, élaborée par la Chambre de commerce internationale. Le plus souvent, ces informations se limitent à une déclaration très brève indiquant que la société a signé la Charte, encore que quelques sociétés soient allées un peu plus loin en décrivant de façon qualitative les incidences de cette chartre sur leur politique.

#### B. Transfert de technologie

54. Un nombre légèrement inférieur de sociétés, à savoir 6 % (13), ont publié des informations sur le transfert de technologie, la proportion ne dépassant 10 % que dans les secteurs de la chimie et du pétrole. Bien que ce nombre soit très faible, il est difficile de décrire succinctement les informations présentées, car elles portent sur des sujets très divers. Dans aucun des cas considérés, elles ne portent sur ce qu'on entendrait traditionnellement par transfert de technologie, à savoir le transfert de connaissances par des sociétés des pays développés à des gouvernements, chercheurs ou sociétés de pays en développement. Il s'agit généralement de références à des "autorités, experts et associations" non spécifiés ou, plus fréquemment, à des associations professionnelles ou similaires. Parmi les initiatives et projets ainsi évoqués, on trouve par exemple le programme européen de l'industrie chimique visant à obtenir des informations relatives à l'impact des produits chimiques sur l'environnement, le programme européen de recherche sur le traitement des emballages d'aluminium usagés, et le Council for Automotive Research des Etats-Unis. Dans ces cas, la société se borne à déclarer qu'elle fait partie du groupe, puis décrit brièvement les objectifs ou les activités de ce dernier. Outre qu'elles sont généralement succinctes, ces informations figurent, dans 67 % des cas, dans l'examen des activités et portent sur les actions menées par une seule division de la société. Il est donc impossible de se faire une idée de la position du reste de la société ou de sa politique générale, si elle existe.

#### C. Audit écologique

55. Un plus grand nombre de sociétés ont publié des informations sur l'audit écologique, la proportion allant de 4 % pour l'industrie pharmaceutique à 29 % pour l'industrie forestière, soit une moyenne de 12 %. Dans la majorité des cas, l'information porte sur l'ensemble de la société plutôt que sur une ou quelques divisions, mais souvent la société se borne à donner des exemples d'audit plutôt que de décrire l'ensemble de ses activités. En outre, dans la plupart des cas, la société indique simplement que des audits écologiques ont été effectués ou en donne le nombre, sans décrire de caractéristiques telles que les méthodes employées ou les personnes chargées des audits, alors qu'il est tout-à-fait possible de donner de tels renseignements, comme l'illustre le cas de Solvay (Belgique, chimie) :

"Lancées en 1991 au titre du programme 'Responsible Care', les vérifications de sécurité de toutes les installations de production du groupe, menées selon la méthode de l'ISRS (International Safety Rating System), se sont développées. Des vérifications ont été effectuées dans huit usines en 1992, et il est probable que leur nombre sera beaucoup plus élevé en 1993. Pour les directeurs d'usines, les résultats de ces vérifications sont un instrument précis et très utile en ce qui concerne l'élaboration des programmes d'action."

56. De même, il est très rare que le résultat des audits ou des actions entreprises à la suite de ces audits soit présenté. Lorsque c'est le cas, l'information tend à être communiquée en termes assez vagues, comme l'illustre le cas de Roche (Suisse, industrie pharmaceutique) :

/...

"Les 31 vérifications de sécurité et audits écologiques effectués au cours de l'exercice dans les sociétés du groupe en Suisse, en Asie du Sud-Est, en Australie et en Amérique latine ont également contribué au maintien de normes élevées par Roche dans ce domaine. Dans l'ensemble, les résultats de ces vérifications systématiques ont été bons, ce qui montre que la direction de nos filiales accorde une grande priorité aux questions de sécurité et d'environnement."

#### D. Formation des salariés

57. Seulement 10 % (21) des sociétés ont publié des informations sur la formation en écologie. Le plus souvent, il s'agissait de déclarations très brèves (moins d'un sixième de page en moyenne) concernant l'ensemble de la société, et qui, dans à peu près le tiers des cas, figuraient dans la section du rapport annuel consacrée aux salariés. On note certaines différences selon les secteurs puisque les sociétés pétrolières par exemple parlent de formation à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, et les sociétés chimiques de formation en matière de sécurité. Toutefois, dans la quasi-totalité des cas, la société se borne à dire qu'une telle formation a été dispensée, sans donner de détails, comme l'illustre le cas de Beiersdorf (Allemagne, industrie pharmaceutique) qui déclare que "des cours de formation à la protection de l'environnement ont été dispensés aux cadres et aux employés".

#### V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

58. Lorsqu'on compare les résultats de cette enquête à ceux de l'enquête précédente, on a des motifs de satisfaction et de déception. Il est particulièrement intéressant de constater qu'un nombre grandissant de sociétés semblent conscientes de leur devoir de protéger l'environnement et du fait que leur impact sur l'environnement préoccupe à juste titre leurs actionnaires. Le niveau global de publication a donc augmenté, et les sociétés qui n'ont présenté aucune information sur l'environnement constituent désormais une très petite minorité, du moins parmi l'échantillon examiné.

59. Toutefois, si la proportion des sociétés qui publient au moins quelques informations a augmenté, rien ou presque ne permet de penser que la qualité générale de l'information s'est améliorée. Dans la grande majorité des cas, on peut dire que cette information se présente sous forme d'énoncés, fréquemment valorisants pour la société, concernant seulement certaines parties de celle-ci et décrivant les activités de l'exercice en cours en termes souvent très succincts. Ainsi, l'information la plus couramment présentée porte sur les politiques de l'entreprise et décrit l'impact de ses produits sur l'environnement. L'information chiffrée relative à l'impact mesuré par des moyens tels que la quantification des niveaux de rejet est généralement l'apanage des sociétés d'Europe occidentale et, même là, elle n'est pas fournie par la majorité des entreprises. De plus, lorsque des informations sont données, c'est plutôt sous forme d'exemples concernant une division, une usine ou un type d'émission. Il est peut-être bon de noter à ce propos qu'aucune des sociétés de l'échantillon n'a mentionné la question des normes de référence, qui fait l'objet d'une attention croissante dans ce domaine. Par contre, il est peut-être encourageant de constater qu'un certain nombre d'entreprises publient des informations qualitatives concernant leur impact sur l'environnement, notamment en expliquant dans quelle mesure elles ont appliqué la législation.

60. Parmi les autres domaines dont se préoccupent en particulier les écologistes et les autres groupes intéressés, il y a les activités des sociétés qui visent le développement durable et la question du transfert de technologie. Là, les informations sont très rares et, lorsqu'elles existent, elles sont généralement incomplètes et présentées sous forme d'énoncé.

/...

61. Les recommandations actuelles du Groupe de travail concernant la publication d'informations relatives à l'environnement <sup>4/</sup> donnent le détail des sujets à traiter, et un grand nombre de ces sujets sont analysés dans le présent rapport. Or, on constate ici comme on l'avait constaté lors de l'enquête précédente que le niveau d'information concernant l'environnement est quelque peu décevant. Le Groupe voudra peut-être étudier plus avant les moyens et les méthodes à employer pour encourager les entreprises à donner des informations plus complètes.

62. On n'a pas traité dans le présent rapport la question des normes de référence puisqu'aucune des sociétés de l'échantillon ne l'a mentionnée. En outre, les principes directeurs établis par le Groupe ont un caractère général et ne contiennent pas de normes minimales de publication qui puissent servir de référence. Parmi les domaines où des informations pourraient être présentées, il y a le volume et la qualité des déchets rejetés dans l'environnement, les directives légales qui leur sont applicables et les mesures prises par les sociétés pour les appliquer. Des travaux plus approfondis dans ce domaine pourraient se justifier sachant que les directives émises par les agences de protection de l'environnement jouent un rôle crucial dans le maintien d'un monde "propre". Comme les entreprises ne sont pas tenues de rendre publiquement des comptes sur l'observation de ces directives, celles-ci perdent de leur efficacité et le public ignore des informations importantes. La publication de l'information comptable devrait être plus étroitement liée à la législation sur l'environnement.

#### Notes

1/ Questions relatives à la comptabilité et à la publication à l'échelon international : Examen de 1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente : 92.II.A.8), p. 117 à 119.

2/ International Accounting and Reporting Issues : 1992 Review (publication des Nations Unies, numéro de vente : 93.II.A.6), p. 77 à 107.

3/ Questions relatives à la comptabilité et à la publication à l'échelon international : Examen de 1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente : 92.II.A.8), p. 117 à 119.

4/ Ibid.

/...

Annexe I

SOCIÉTÉS COUVERTES PAR L'ENQUÊTE

Société	Pays	Fin d'exercice	Chiffre d'affaires (en millions d'unités monétaires nationales)
<u>Chimie</u>			
Air Products & Chems.	Etats-Unis	9/92	3 217
Akzo	Pays-Bas	12/92	16 850
Asahi Chemical Industry	Japon	3/92	1 305 888
Asahi Glass	Japon	12/92	1 316 789
BASF	Allemagne	12/92	44 522
Bayer	Allemagne	12/92	41 195
BOC	Royaume-Uni	9/92	2 863
Burmah Castrol	Royaume-Uni	12/92	2 387
Ciba-Geigy	Suisse	12/92	22 204
Courtaulds	Royaume-Uni	3/93	2 074
Dainippon Ink & Chemicals	Japon	3/93	889 057
DSM	Pays-Bas	12/92	8 907
E. I. Du Pont De Nemours	Etats-Unis	12/92	37 799
Entreprise minière & chimique	France	12/92	15 719
Ethyl	Etats-Unis	12/92	1 693
FMC	Etats-Unis	12/92	3 974
WR Grace	Etats-Unis	12/92	5 518
Mercules	Etats-Unis	12/92	2 865
Hochst	Allemagne	12/92	45 870
Huls	Allemagne	12/92	10 270
ICI	Royaume-Uni	12/92	12 061
L'Air liquide	France	12/92	31 819
Lyondell Petrochem.	Etats-Unis	12/92	4 805
Mitsubishi Kasei	Japon	3/92	1 216 131
Monsanto	USA	12/92	7 763
Nobel Industries	Suède	12/92	21 481
Norsk Hydro	Norway	12/92	58 062
PPG Industries	Etats-Unis	12/92	5 814
Rhône-Poulenc	France	12/92	81 709
Rohm & Haas	Etats-Unis	12/92	3 063
Sasol	Afrique du Sud	6/92	7 854
Sherwin-Williams	Etats-Unis	12/92	2 748
Showa Denko	Japon	12/92	508 751
Solvay	Belgique	12/92	254 470
Sumitomo Chemical	Japon	12/92	1 018 271
Tosoh	Japon	3/92	389 875
Toyobo	Japon	3/92	568 879
Union Carbide	Etats-Unis	12/92	4 872
<u>Produits forestiers et à base de papier</u>			
Boise Cascade	Etats-Unis	12/92	3 716
Fletcher Challenge	Nouvelle-Zélande	6/92	10 019
Georgia-Pacific	Etats-Unis	12/92	11 847
James River	Etats-Unis	12/92	4 728
Jufo Paper	Japon	3/92	392 131
Kymmene	Finlande	12/92	13 607
Mead	Etats-Unis	12/92	4 703
Mo Och Domsjo (MoDo)	Suède	12/92	15 759
Noranda	Canada	12/92	8 538
Oji Paper	Japon	3/93	449 976
Repola	Finlande	12/92	23 752
Saint-Louis	France	12/92	35 271

/...

Société	Pays	Fin d'exercice	Chiffre d'affaires (en millions d'unités monétaires nationales)
SCA	Suède	12/92	32 137
Stone Container	Etats-Unis	12/92	5 521
Stora	Suède	12/92	46 895
Union Camp	Etats-Unis	12/92	3 064
Weyerhaeuser	Etats-Unis	12/92	9 219
<u>Produits industriels et agricoles</u>			
Atlas Copco	Suède	12/92	16 007
BICC	Royaume-Uni	12/92	3 388
Black & Decker	Etats-Unis	12/92	4 790
BTR	Royaume-Uni	12/92	8 841
Caterpillar	Etats-Unis	12/92	10 194
Cummins Engine	Etats-Unis	12/92	3 749
Daikin Industries	Japon	3/93	429 313
Deere	Etats-Unis	10/92	5 723
Deutsche Babcock	Allemagne	9/92	7 644
Dresser Industries	Etats-Unis	10/92	3 797
Ebara	Japon	3/93	413 887
Hitachi Zosen	Japon	3/92	398 017
Ingersoll-Rand	Etats-Unis	12/92	3 783
Ishikawajima-Harima Heavy Ind.	Japon	3/92	1 053 708
Kawasaki Heavy Industries	Japon	3/92	1 066 038
Komatsu	Japon	3/93	869 928
Fried. Krupp	Allemagne	12/92	23 157
Kubota	Japon	3/92	909 188
Linde	Allemagne	12/92	4 031
Mannesmann	Allemagne	12/92	28 017
Mitsubishi Heavy Industries	Japon	3/92	2 789 870
Sulzer	Suisse	12/92	6 801
Sumitomo Heavy Industries	Japon	3/93	483 924
Tenneco	Etats-Unis	12/92	13 139
Trelleborg	Suède	12/92	23 591
<u>Métallurgie</u>			
Alcan Aluminium	Canada	12/92	US\$ 7 596
Aluminium Co of America	Etats-Unis	12/92	9 492
Alusuisse Lonza	Suisse	12/92	6 547
AMAX	Etats-Unis	12/92	3 698
Arbed	Luxembourg	12/92	188 511
Bethlehem Steel	Etats-Unis	12/92	4 008
BHP	Australie	5/92	14 447
British Steel	Royaume-Uni	4/93	5 803
Carnaudmetalbox	France	12/92	24 830
Cockerill Sambre	Belgique	12/92	167 687
Crown Cork & Seal	Etats-Unis	12/92	3 781
Daido Steel	Japon	3/92	299 061
Degussa	Allemagne	9/92	12 815
Gillette	Etats-Unis	12/92	5 163
Hoogovens	Pays-Bas	12/92	7 722
Iscor	Afrique du Sud	6/92	8 616
Johnson Matthey	Royaume-Uni	3/92	1 733
Kawasaki Steel	Japon	3/93	1 092 099
Kobe Steel	Japon	3/92	1 455 407
Masco	Etats-Unis	12/92	1 657
McDermott Internat.	Etats-Unis	3/93	3 173
Metallgesellschaft	Allemagne	9/92	25 558
Mitsubishi Materials	Japon	3/92	1 165 863

/...

Société	Pays	Fin d'exercice	Chiffre d'affaires (en millions d'unités monétaires nationales)
Nippon Light Metal	Japon	3/92	673 380
Nippon Steel	Japon	3/92	3 229 647
Nisshin Steel	Japon	3/92	478 748
NKK	Japon	3/92	1 931 481
Outokumpu	Finlande	12/92	15 125
Péchiney	France	12/92	65 374
Preussag	Allemagne	9/92	24 474
Sandvik	Suède	12/92	17 217
SKF	Suède	12/92	26 649
Steel Authority of India	Inde	3/92	935 989
Sumitomo Electric Industries	Japon	3/92	1 157 239
Sumitomo Metal Industries	Japon	3/92	1 818 089
Thyssen	Allemagne	9/92	36 562
Tostem	Japon	3/92	482 834
Tyco Laboratories	Etats-Unis	6/92	3 067
Union Minière	Belgique	12/92	119 101
VIAG	Allemagne	12/92	24 311
<u>Véhicules et pièces détachées automobiles</u>			
BMW	Allemagne	12/92	31 241
Chrysler	Etats-Unis	12/92	36 897
Daihatsu Motor	Japon	3/92	874 853
Daimler Benz	Allemagne	12/92	98 549
Dana	Etats-Unis	12/92	4 872
Eaton	Etats-Unis	12/92	3 869
Fiat	Italie	12/92	59 106 000
Ford	Etats-Unis	12/92	100 132
Fuji Heavy Industries	Japon	3/92	1 040 402
General Motors	Etats-Unis	12/92	132 429
GKN	Royaume-Uni	12/92	2 526
Hino Motors	Japon	3/92	637 479
Honda	Japon	3/93	4 132 435
Isuzu Motors	Japon	12/92	15 250
Lucas Industries	Royaume-Uni	7/92	2 253
MAN	Allemagne	6/92	19 170 951
Mazda	Japon	3/92	2 722 469
Navistar International	Etats-Unis	10/92	3 875
Nippondenso	Japon	12/92	1 523 779
Nissan Diesel Motor	Japon	3/92	377 219
Nissan Motors	Japon	3/93	6 197 599
Nissan Shatai	Japon	3/92	552 862
Paccor	Etats-Unis	12/92	2 577
Peugeot	France	12/92	155 431
Renault	France	12/92	179 449
Robert Bosch	Allemagne	12/92	34 432
Suzuki Motor	Japon	3/93	1 259 104
Toyota Automatic Loom Works	Japon	3/92	583 437
Toyota	Japon	6/92	10 163 376
TRW	Etats-Unis	12/92	8 311
Valeo	France	12/92	20 465
Variety	Etats-Unis	1/93	3 375
Volkswagen	Allemagne	12/92	85 403
Volvo	Suède	12/92	83 002
Yamaha Motor	Japon	3/93	676 773
ZF Friedrichshafen	Allemagne	12/92	5 636

/...



Société	Pays	Fin d'exercice	Chiffre d'affaires (en millions d'unités monétaires nationales)
<b>Reffinage du pétrole</b>			
British Petroleum	Royaume-Uni	12/92	33 250
Elf Aquitaine	France	12/92	200 563
Exxon	Etats-Unis	12/92	115 672
Indian Oil	Inde	3/92	2 074 506
Kerr McGee	Etats-Unis	12/92	3 382
Mitsubishi Oil	Japon	3/92	1 112 289
Mobil	Etats-Unis	12/92	63 564
Nippon Oil	Japon	3/92	2 825 567
Petrobras	Brésil	12/92	231 394 592
Petro Canada	Canada	12/92	4 551
Petrofina	Belgique	12/92	537 294
Petroleos de Venezuela (PDVSA)	Venezuela	12/92	US\$ 21 426
Pioneer International	Australie	6/92	5 134
Repsol	Espagne	12/92	1 852 788
Royal Dutch Shell	Pays-Bas/ Royaume-Uni	12/92	UK£ 55 026
Statoil	Norvège	12/92	79 430
Texaco	Etats-Unis	12/92	36 812
Total	France	12/92	136 608
Veba Oel	Allemagne	12/92	65 419

**Produits pharmaceutiques, détergents et cosmétiques**

Abbott Laboratories	Etats-Unis	12/92	7 852
American Cyanamid	Etats-Unis	12/92	5 268
American Home Products	Etats-Unis	12/92	7 874
Astra	Suède	12/92	16 272
Avon Products	Etats-Unis	12/92	3 810
Beiersdorf	Allemagne	12/92	4 552
Boehringer Ingelheim	Allemagne	12/92	5 330
Colgate Palmolive	Etats-Unis	12/92	7 007
Eli Lilly	Etats-Unis	12/92	6 167
E.Merck	Allemagne	12/92	4 963
Glaxo	Royaume-Uni	6/92	4 096
Henkel	Allemagne	12/92	14 101
Johnson & Johnson	Etats-Unis	12/92	13 753
Kao	Japon	3/92	729 885
L'Oréal	France	12/92	37 568
Procordia	Suède	12/92	39 867
Reckitt & Colman	Royaume-Uni	12/92	1 904
Roche	Suisse	12/92	12 953
Schering	Allemagne	12/92	6 267
Schering Plough	Etats-Unis	12/92	4 056
Shionogi	Japon	3/92	225 578
Shiseido	Japon	3/93	561 548
SmithKline Beecham	Royaume-Uni	12/92	5 219
Takeda Chemical	Japon	3/92	709 686
Upjohn	Etats-Unis	12/92	3 639
Warner Lambert	Etats-Unis	12/92	5 598
Wellcome	Royaume-Uni	8/92	1 762
Yamanouchi Pharm.	Japon	3/92	357 472

/...

Annexe II

TABLEAU RECAPITULATIF PAR PAYS D'ORIGINE DES SOCIÉTÉS  
QUI ONT PARTICIPÉ À L'ENQUÊTE

	Ensemble des sociétés (203)*		Chimie (38)		Fores- terie (17)		Équipement industriel (25)		Métal- lurgie (40)		Industrie automo- bile (36)		Pétrole (19)		Industrie pharma- ceutique (28)	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Etats-Unis	57	28	12	32	7	41	7	28	8	20	9	25	4	21	10	36
Japon	51	25	8	21	2	12	9	36	11	28	14	39	2	11	5	18
Allemagne	25	12	4	11	-	-	4	16	5	13	6	17	1	5	5	18
Royaume-Uni	15	7	4	11	-	-	2	8	2	5	2	6	1	5	4	14
France	12	6	3	8	1	6	-	-	2	5	3	8	2	11	1	4
Suède	11	5	1	3	3	18	2	8	2	5	1	3	-	-	2	7
Belgique	4	2	1	3	-	-	-	-	2	5	-	-	1	5	-	-
Pays-Bas	4	2	2	5	-	-	-	-	1	3	-	-	1	5	-	-
Suisse	4	2	1	3	-	-	1	4	1	3	-	-	-	-	1	4
Canada	3	1	-	-	1	6	-	-	1	3	-	-	1	5	-	-
Finlande	3	1	-	-	2	12	-	-	1	3	-	-	-	-	-	-
Reste du monde	14	7	2	5	1	6	-	-	4	10	1	3	6	32	-	-

\* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total de sociétés qui ont participé à l'enquête.

-----